



Déclaration de l'UNSA Education au CSASD 33 du 12 mars 2024

Mme la DASEN,

Mmes et MM les membres du CSASD de la Gironde

Nous sommes inquiets... Nous sommes inquiets pour le budget récemment révisé pour notre Ministère. Le choix fou d'un gouvernement qui renonce aux dépenses tournées vers l'avenir et la jeunesse. L'annonce a été soudaine et très surprenante : suite à des prévisions de croissance revues à la baisse par les institutions internationales, le gouvernement a mis en œuvre de manière très rapide une économie de 10 milliards d'euros sur 2024. L'Unsa Éducation dénonce le signal très négatif envoyé par le gouvernement avec une baisse des crédits ministériels de 691 millions d'euros dans l'Éducation. Comment peut-on parler de priorités en renvoyant un message de coupe budgétaire d'une telle ampleur ? De plus, le ministre de l'économie annonce des suppressions de postes dans l'éducation quelques semaines après celle de créations pour permettre la réalisation des mesures annoncées par le ministre de l'éducation nationale...devenu depuis, chef du gouvernement. On s'y perd. C'est un signal négatif pour l'École alors que l'investissement public est plus que jamais nécessaire pour dépasser les défis de notre pays : inclusion, mixité sociale, transition écologique, transition numérique, revalorisation des personnels et attractivité des métiers pour les plus marquants. L'Unsa Éducation dénonce la baisse des crédits consacrés à la transition écologique, qui devaient permettre, enfin, de lancer la rénovation du bâti scolaire. L'Unsa Éducation questionne la politique de l'immédiat mené par le gouvernement qui regarde l'éducation par le petit bout de la lorgnette, là où les transitions de notre société nécessitent des choix forts, des investissements lourds et des choix politiques durables.

Comment ne pas mettre ces annonces en regard de la prochaine distribution d'un livret pédagogique visant à sensibiliser les écoliers aux Jeux olympiques et paralympiques, agrémenté d'une pièce de deux euros commémorant l'événement. Une dépense conséquente et inappropriée dans ce contexte budgétaire tendu. On peut d'abord interroger la visée de ce kit, qui n'a de pédagogique que le nom. Sensibiliser les plus jeunes aux JOP peut être pertinent, à la condition que les enseignants soient partie prenante de l'opération. Or ces derniers n'ont pas été concertés ni informés au préalable. En outre, le contenu du livret est difficilement exploitable, tant il se résume à une propagande de la politique présidentielle tournée vers les JOP. Surtout, offrir une

pièce de monnaie à des élèves qui n'en saisiront certainement pas la portée symbolique est un non-sens absolu et très coûteux. L'Unsa Education ne cautionne pas cette énième opération de communication autour des Jeux olympiques et paralympiques qui ne rencontrera aucun écho ni auprès des enseignants, ni auprès des élèves à qui elle s'adresse directement. Les ressources pédagogiques autour des JOP ne manquent pas : *label Génération 2024, Les enfants font leurs Jeux par l'Usep*, pour ne citer que ces exemples. Pourquoi ne pas les mettre en avant, plutôt que d'en proposer de moins utiles et de plus onéreuses ? L'argent, en revanche, manque cruellement à certaines écoles qui ne bénéficient pas d'infrastructures décentes ou de matériel en quantité suffisante pour faire pratiquer leurs élèves. Car ce sont bien l'EPS et le sport scolaire que feront vivre, en définitive, l'héritage des JOP. Avec cette opération aussi coûteuse qu'inutile, le ministère ne récupèrera pas la monnaie de sa pièce, aussi jolie soit-elle.

Nous sommes inquiets ... Nous sommes inquiets parce que l'enseignement mondial est en crise ! Où sont donc passés les profs ? L'Organisation des Nations Unies (ONU) vient de publier un rapport sur la profession enseignante. Les recommandations concernent l'ensemble des pays du monde. La pénurie enseignante est mondiale et multifactorielle. Le taux d'attrition est fort dans la plupart des systèmes scolaires. Indicateur de l'UNESCO, il s'agit du pourcentage d'enseignants quittant la profession au cours d'une année donnée. Le document regroupe des mesures consensuelles. Pleines de bon sens pédagogique et didactique, elles vont à contre-courant des idées reçues actuellement mises en œuvre en France. Il est proposé d'investir dans les enseignants. Les conditions de travail doivent être améliorées. On parle ici de la santé mentale et du bien-être des professeurs. La charge de travail élevée affecte négativement l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée. Elle contribue au stress, à l'épuisement et à l'insatisfaction professionnelle. Les constats sur la santé de la profession dans les établissements sont partagés au-delà des frontières. Comme leviers possibles : la formation continue, les perspectives de carrière ou le développement du leadership dans l'enseignement.

La transition numérique n'est pas en reste. La technologie éducative doit être axée sur l'humain. Le rapport recommande également de sortir de la vision des enseignants comme des « détenteurs du savoir ». Il met également en garde contre des approches normalisées fondées sur des examens. Cela défavorise la collaboration entre enseignants. Les rédacteurs en font un objectif des politiques nationales d'éducation. L'innovation est entravée. Le processus éducatif est alors limité. C'est pourtant le chemin choisi par le « choc des savoirs » que nous dénonçons. L'Unsa Éducation s'est opposée dès les premières annonces de Gabriel Attal en décembre 2023 aux différentes mesures du « choc des savoirs ». Cette bourrasque conservatrice sur la politique éducative de la France ne nous convient en aucun cas. La logique démagogique est palpable dans toutes les annonces, sur la banalisation du redoublement, les examens plus sélectifs, la labellisation des manuels, la généralisation des évaluations nationales et surtout sur la mise en œuvre des groupes de niveaux au collège, pour le français et les mathématiques. D'ailleurs, ce

jeudi 7 mars, la nouvelle ministre de l'Éducation nationale a annoncé lors d'une réunion au ministère une inflexion concernant la mise en œuvre des groupes à la rentrée prochaine. La notion de « groupes de niveau » disparaît des textes officiels. Cette mesure profondément injuste, qui revient sur 50 ans d'efforts pour supprimer les différentes barrières et filières au sein du collège unique, faisait largement débat dans la communauté éducative. Pour l'Unsa Éducation ce recul était inévitable. Parce que l'opposition des personnels était manifeste, c'est un succès pour la mobilisation des professionnels de l'éducation qui ont leur mot à dire sur l'organisation du système éducatif. La confiance aux équipes locales est indispensable. Dans le cadre de la préparation de la prochaine rentrée, nous serons attentifs sur les conséquences et les détails des organisations en groupe qui seront mises en œuvre.

Reprenant des éléments de l'Organisation Internationale du Travail, le rapport de l'ONU porte également sur la liberté des enseignants. On parle ici de liberté pédagogique mais surtout de la représentation par des syndicats qui n'est pas assurée partout. Le dialogue social doit être partie intégrante du pilotage politique en éducation. La sécurité dans l'emploi et la formation sont des éléments importants du maintien des personnels dans la profession. Le recours massif aux contractuels a pour effet mécanique l'augmentation du taux d'attrition des enseignants.

Pour la rentrée 2024, dans le 1er degré, la perte en emplois du département de la Gironde, bien que la démographie soit à la baisse, met le fonctionnement du service public d'éducation dans des difficultés majeures ne permettant pas l'amélioration nécessaire des conditions d'enseignement au-delà de la finalisation du dédoublement dans les classes de GS en éducation prioritaire. En effet, la mise à l'arrêt par l'exécutif du travail sur la structuration du tissu scolaire depuis 2017 empêche de réorienter les marges dégagées par la baisse démographique. Les écoles connaissent des besoins importants au-delà des ouvertures et fermetures de classes : présence d'enseignants spécialisés pour répondre aux besoins éducatifs particuliers toujours plus prégnants, moyens de remplacement notamment pour la formation initiale et continue ou temps dévolu à la direction d'école. Sur ce point, l'effort engagé depuis deux ans pour améliorer les temps de décharge de direction est désormais mis à l'arrêt alors que le travail est loin d'être achevé. De plus, la baisse des effectifs des classes, reste un enjeu important pour les conditions de travail des personnels et pour assurer de bonnes conditions d'apprentissage aux élèves. En parallèle, l'Unsa Éducation continue à demander un accompagnement renforcé des équipes en formation sur le temps de travail, pour répondre aux difficultés professionnelles que représentent la gestion des classes hétérogènes, et des élèves à besoins éducatifs particuliers. Notre objectif est bien la réussite de chaque élève.

Pour l'Unsa Education, il est urgent de mettre à plat le fonctionnement de l'École inclusive et de se donner les moyens de répondre effectivement et pleinement aux besoins tels qu'ils existent de façon criante. Cela nécessite de dépasser une politique purement comptable qui nie les difficultés de la communauté éducative et fragilise les personnels et les élèves. L'école inclusive, enjeu

majeur de l'École, n'est abordée par l'exécutif que comme un slogan sans garantir les conditions d'un accès effectif et réel au droit à l'éducation tel qu'il est défini par la convention internationale des droits de l'enfant. Cette approche met en souffrance des personnels, des enfants et leur famille en n'offrant pas les réponses adaptées aux besoins des élèves.

La rentrée scolaire 2024 ne se fera donc pas dans les conditions les plus favorables. Sa préparation se déroule dans le contexte de deux remaniements ministériels successifs, les principales mesures budgétaires actées au plan national et désormais en déclinaison locale ne vont pas enrayer la dégradation des conditions d'enseignement. Moyens en manque pour le 1^{er} degré et le 2nd degré, mesures pédagogiques multiples synonymes d'atteintes au collège unique et de retour à la sélection précoce, réforme de la voie professionnelle qui ne suscite toujours pas l'adhésion unanime, École inclusive sans avancée probante : autant de situations qui ne créent pas l'École de la confiance mais une École de la rancœur, de l'inquiétude, du pessimisme. Autant de mesures présentées sous le sceau de l'amélioration de la réussite des élèves mais qui cachent le réel problème du recrutement et de l'attractivité de tous les métiers de l'Éducation. L'Unsa Éducation estime que l'Éducation a besoin de stabilité, de vision globale et à long terme, de concertation entre les décideurs et les professionnels en s'appuyant sur leur expertise ; elle rappelle que le temps des apprentissages ne peut être et ne doit pas être celui de la communication à tout va et de la politique.

Les élus UNSA Education

Vincent Fauvel

Christophe Floréan

Cédrine Sancier

Lucie Saramito